



ENGAGEMENTS NATIONAUX DE LA GUINÉE POUR LES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE

Comment les partenaires planifient d'appuyer les engagements du gouvernement

INTRODUCTION

En 2013, avec le soutien du PAM, la Guinée a adopté une politique nationale d'alimentation scolaire, qui a permis à l'alimentation scolaire d'être reconnue comme un filet de sécurité sociale crucial dans les principales stratégies de développement du pays, notamment le Plan national de développement économique et social, 2016-2020 la Politique Nationale de Protection Sociale et la Stratégie Nationale Multisectorielle de l'alimentation et de Nutrition.

La Direction nationale des cantines scolaires a été créée en 2014 et a été renforcée par la nomination de

responsables supplémentaires en 2021. La même année, la Guinée a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire et le gouvernement d'alors s'est engagé à développer un programme national complet d'alimentation scolaire.

La République de Guinée se joint ainsi aux autres gouvernements, à la société civile, au secteur privé... pour exprimer son engagement ferme en faveur de l'alimentation scolaire en tant que filet de protection sociale et levier politique pour stimuler et renforcer le capital humain, la croissance économique et sociale et promouvoir le développement de la politique de l'alimentation scolaire en Guinée.

Mai 2024

A. CONTEXTE ACTUEL DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE DE LA GUINÉE

1. Cadre politique

La Guinée a engagé une nouvelle phase de réforme institutionnelle depuis septembre 2021 pour améliorer durablement les conditions de vie de ses habitants. Afin de concrétiser cette volonté politique, le Programme de Référence Intérimaire (PRI) 2022-2024 met l'accent sur l'action sociale, l'emploi et l'employabilité pour relever les défis liés à la faiblesse du capital humain et du capital social. Ce document stratégique est aligné avec le programme Décennal de l'Éducation (ProDEG 2020-2029) visant à améliorer l'accès à une éducation inclusive et de qualité, notamment dans le domaine de l'éducation non formelle et de la formation professionnelle.

Les engagements nationaux de la Guinée envers la Coalition pour les repas scolaires ont été signés en 2024 en tenant compte des objectifs et priorités mentionnés dans le programme décennal de l'éducation. Ces engagements soulignent les ambitions de la Guinée d'étendre et d'améliorer son programme national de repas scolaires en augmentant le budget annuel et en associant ses différents partenaires - institutions financières internationales, donateurs, agences des Nations Unies, organisations non gouvernementales, secteur privé... afin d'atteindre ses objectifs.

2. Cadre de financement

Le cadre de financement de l'alimentation scolaire en Guinée est largement assuré par les donateurs mais aussi par le gouvernement à travers un mécanisme de financement direct par l'octroi d'une ligne budgétaire depuis 2016. Depuis 2020, le budget de cette direction s'élève à environ 800 000 USD pour couvrir 401 écoles.

L'actuel chef de l'État guinéen et président de la transition a encore démontré son engagement en allouant 100 % de sa production personnelle de riz et 50 % de celle des ministres du gouvernement aux cantines scolaires en 2022. Car en juillet 2023, seules 22 pour cent de toutes les écoles primaires publiques de Guinée disposaient d'une cantine scolaire. Sur 7,078 écoles primaires publiques, 1,617 sont couvertes, notamment en milieu rural, avec 401 cantines scolaires gérées par le gouvernement et 1 216 gérées par le PAM. Cela permet de soutenir 209 443 élèves du primaire, dont 98 078 filles, tout au long de l'année scolaire. Le défi pour les 5 prochaines années est de rehausser le niveau de financement et de couverture à la hauteur des ambitions affichées par les nouvelles autorités du pays.

3. Cadre institutionnel/engagements et coordination

Le cadre institutionnel de l'alimentation scolaire en Guinée comprend une Direction nationale des cantines scolaires qui coordonne tous les aspects du programme. Il est mis en place un mécanisme de coordination multisectorielle qui fait intervenir les secteurs ci-après : les ministères de l'éducation, de l'agriculture, de l'administration du territoire, de l'économie/finances, du budget, de la coopération et de l'action sociale réunie au sein d'un comité de pilotage. À l'échelon local, il existe un mécanisme participatif qui implique les points focaux du ministère de l'éducation, les collectivités locales, les communautés et les partenaires (PAM, AFD, UNICEF...)

Des discussions récentes entre le PAM et le gouvernement (y compris le Premier ministre) indiquent une intention de réviser la politique nationale d'alimentation scolaire et le cadre juridique, d'étendre la couverture à l'échelle nationale et d'établir, construire et maintenir des structures de coordination aux niveaux national et décentralisé pour maximiser l'impact.

4. Conception et couverture du programme

La conception programmatique des activités d'alimentation scolaire en Guinée repose sur des enquêtes et évaluations générales sur la vulnérabilité à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. A cela s'ajoute des critères liés aux taux bruts de scolarisation, d'assiduité et de rétention des écoliers, plus particulièrement des jeunes filles. Le dispositif de mise en œuvre consiste également à une approche hybride allant des transferts monétaires aux comités de gestions pour l'achat des vivres (HGSF), à la livraison d'un panier alimentaire complet dans les écoles.

Dans le but de favoriser la pérennisation et la durabilité du programme, des séances de renforcement des capacités sont organisées à l'intention des acteurs qui évoluent dans l'alimentation scolaire aussi bien pour les COGEST que les petits producteurs agricoles sur :

- La fourniture des repas scolaires,
- La chaînes de valeur nutritive pour la promotion de la diversification alimentaire, la transformation et la commercialisation des produits agricoles.
- La gestion des comptes Mobil money par les COGEST.
- La mise en place de jardin scolaire par école pour un meilleur accès aux produits agricoles.

5. Génération d'évidence et de données

La gestion des données et les indicateurs de résultat du programme des cantines scolaires reposent essentiellement sur des outils développés par le ministère et les partenaires (PAM, AFD) afin de répondre aux exigences entre autres de redevabilité. Un dispositif de suivi et évaluation des opérations d'approvisionnement des vivres, de la logistique et de la distribution dans les écoles est fonctionnel dans toutes les zones d'intervention. Pour garantir une meilleure traçabilité des transactions, des efforts sont nécessaires pour mobiliser davantage de ressources afin de renforcer la digitalisation du processus dans toute la chaîne de gestion.

Dans cette optique, le Gouvernement est fortement mobilisé autour de ces institutions et partenaires pour la digitalisation de son administration, particulièrement la gestion efficace du programme des cantines scolaires. Mais le défi majeur, demeure la mobilisation des ressources additionnelles pour la création et l'opérationnalisation d'outils robustes et fiables qui servent à évaluer les activités menées. Par ailleurs, d'autres acteurs comme le PAM dispose d'un mécanisme de feedback afin de mieux contrôler et améliorer la mise en œuvre des activités d'alimentation scolaire dans le pays.

6. Plaidoyer et partenariats

En termes de plaidoyers, l'accent est mis notamment sur la mobilisation des ressources au regard du potentiel existant plus particulièrement dans le domaine des mines dans le but d'accroître le taux de couverture des cantines. Toutefois, une offensive est nécessaire dans ce sens afin d'asseoir une dynamique de mobilisation des ressources en interne par le biais des propositions innovantes comme l'instauration des taxes ou sur les fonds issus de la reconversion de la dette.

En lien avec l'alimentation scolaire basée sur les produits locaux, le partenariat doit être renforcé avec le ministère de l'agriculture et ses partenaires pour améliorer les techniques agricoles en formant les agriculteurs aux pratiques modernes et en introduisant des variétés de cultures accessibles. Développer également les infrastructures de stockage pour réduire les pertes post-récolte pour une meilleure conservation des produits agricoles ainsi que les processus de transformation.

B. LES ENGAGEMENTS DE LA GUINÉE POUR LE PROGRAMME D'ALIMENTATION SCOLAIRE

| Catégorie | Engagement | Cible |
|--|--|---|
| Renforcer le cadre politique et légal en matière d'alimentation scolaire | ▶ Engagement politique | <ul style="list-style-type: none"> ▶ Réviser le document de politique sur l'alimentation scolaire ▶ Elaborer la stratégie nationale de l'alimentation scolaire basée sur la production locale |
| Rehausser l'inscription budgétaire destinée à l'alimentation scolaire et promouvoir la diversification des sources de financement | ▶ Engagement en matière de financement, de plaidoyer et de partenariat | ▶ Plaidoyer auprès de tous les bailleurs (Etat, PTF) pour l'augmentation de l'allocation budgétaire aux cantines scolaires |
| Étendre la couverture du programme d'alimentation scolaire dans les zones rurales | | ▶ Assurer les repas scolaires à 30% des élèves du primaire |
| Mettre à l'échelle le programme d'alimentation scolaire basée sur la production locale | ▶ Engagement en matière de conception, couverture de programmes et implication communautaire | ▶ Approvisionner 80% des cantines scolaires à travers les productions locales |
| Promouvoir la santé, la nutrition et la protection de l'environnement en milieu scolaire | | ▶ Mettre en place un programme intégré de soutien en santé, nutrition et hygiène en milieu scolaire notamment dans les écoles à cantine |

| Catégorie | Engagement | Cible | Echéance |
|--|-----------------------|--|-------------|
| Digitalisation des Cantines scolaires en Guinée | ▶ Éducation numérique | ▶ Développer un système digitalisé de suivi de la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire | ▶ 2024-2030 |

C. COMMENT LES PARTENAIRES PLANIFIENT D'APPUYER LES ENGAGEMENTS NATIONAUX DE LA GUINÉE POUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE

| Pilier d'engagement | Engagements | Support souhaité | Partenaires |
|--|---|---|-----------------------------|
| Renforcer le cadre politique et légal en matière d'alimentation scolaire | ▶ Engagement politique. | <ul style="list-style-type: none"> ▶ Reviser le document de politique sur l'alimentation scolaire. ▶ Elaborer la stratégie nationale de l'alimentation scolaire basée sur la production locale. | ▶ PAM et autres partenaires |
| Rehausser l'inscription budgétaire destinée à l'alimentation scolaire et promouvoir la diversification des sources de financement | ▶ Engagement en matière de financement, de plaidoyer et de partenariat. | ▶ Plaidoyer auprès de tous les bailleurs (Etat, PTF) pour l'augmentation de l'allocation budgétaire aux cantines scolaires. | ▶ PAM et autres partenaires |
| Étendre la couverture du programme d'alimentation scolaire dans les zones rurales | | ▶ Assurer les repas scolaires à 30% des élèves du primaire | |
| Mettre à l'échelle le programme d'alimentation scolaire basée sur la production locale | ▶ Engagement en matière de conception, couverture de programmes et implication communautaire. | ▶ Approvisionner 80% des cantines scolaires à travers les productions locales | ▶ PAM et autres partenaires |
| Promouvoir la santé, la nutrition et la protection de l'environnement en milieu scolaire | | ▶ Mettre en place un programme intégré de soutien en santé, nutrition et hygiène en milieu scolaire notamment dans les écoles à cantine. | |
| Digitalisation des Cantines scolaires en Guinée | ▶ Éducation numérique | ▶ Développer un système digitalisé de suivi de la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire. | ▶ PAM et autres partenaires |